

# Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	5
<b>Préface</b> .....	7
<b>Avertissement</b> .....	11
<b>Remerciements</b> .....	13
<b>Principales abréviations</b> .....	15
<b>Introduction générale</b> .....	17
§ 1. Délimitation de l'étude.....	19
A. L'appel.....	19
B. Le juge d'appel.....	24
C. L'office du juge d'appel.....	26
§ 2. Intérêt du sujet.....	29
A. L'enjeu : une construction inachevée de l'office du juge d'appel.....	30
B. Le contexte : des évolutions réciproques dans les procès civil et administratif.....	34
C. L'approche retenue : l'analogie avec l'office du juge de plein contentieux objectif.....	38

## Partie I

### UN OFFICE ORDONNÉ À PARTIR DE LA CONTESTATION DU JUGEMENT

#### Titre I

#### Les manifestations de l'office du juge d'appel dans la contestation du jugement

<b>Chapitre 1. Le droit d'appel révélé par le jugement de première instance</b> .....	49
Section 1. La qualité de partie, habilitation à exercer le droit d'appel.....	50
§ 1. L'accès au juge d'appel des seules parties à la première instance.....	51
A. L'énoncé du principe.....	52
1. L'identification de la notion de partie à l'instance.....	52
2. La formulation positive consacrée.....	56
B. Les dérogations au principe.....	58
1. L'ouverture de l'appel justifiée par le lien particulier de l'appelant avec le litige.....	59
2. L'ouverture de l'appel justifiée par des raisons <i>ad hoc</i> .....	60

§ 2. L'exercice de l'appel par les seules parties à la première instance.....	64
A. L'ensemble des parties à la première instance.....	65
1. La reconnaissance du droit d'appel aux parties originaires.....	65
2. L'extension du droit d'appel aux parties nouvelles.....	69
B. Les seules parties à la première instance.....	74
1. L'exclusion des participants présents à l'instance sans avoir eu la qualité de partie.....	74
2. L'exclusion des parties absentes de l'instance disposant de la tierce opposition.....	76
Section 2. La succombance, justification de l'exercice du droit d'appel.....	78
§ 1. Le dispositif du jugement, cause de l'intérêt à agir.....	79
A. L'élément statique du dispositif : la norme juridictionnelle.....	79
1. La localisation de la norme juridictionnelle.....	80
2. Les caractères de la norme juridictionnelle.....	82
B. L'élément dynamique du dispositif : l'efficacité du jugement.....	86
§ 2. La succombance, mesure de l'intérêt à agir.....	88
A. La reconnaissance de la qualité de partie succombante.....	89
1. Le jugement a prononcé une décision à l'encontre de la partie appelante.....	90
2. La partie appelante peut espérer de l'appel une solution plus favorable.....	92
B. La mise en œuvre de la notion de succombance.....	93
1. L'intérêt du demandeur de première instance en appel.....	94
2. L'intérêt du défendeur de première instance en appel.....	100
<b>Chapitre 2. La mise en cause du jugement dans l'exercice de l'appel.....</b>	<b>107</b>
Section 1. L'énoncé de conclusions dirigées contre la chose jugée.....	108
§ 1. La remise en cause de la chose jugée.....	109
A. L'identification de la chose jugée dans le jugement.....	110
1. Les éléments intégrés dans la chose jugée.....	110
2. Les éléments exclus de la chose jugée.....	114
B. La contestation de la chose jugée par la requête d'appel.....	117
1. L'appel dirigé contre les motifs du jugement en présence d'un intérêt à agir au regard du dispositif.....	118
2. L'appel dirigé contre les motifs du jugement en l'absence d'intérêt à agir au regard du dispositif.....	122
§ 2. La formulation d'une solution alternative sur le fond du litige.....	125
A. Le rejet des requêtes dirigées contre les motifs surabondants du jugement.....	126
B. Le rejet des requêtes insusceptibles de conduire à la réformation du jugement.....	128
Section 2. La formulation d'une critique des motifs du jugement.....	132
§ 1. Une évolution imprécise de l'exigence de critique du jugement.....	133
A. Une exigence traduisant une conception stricte de la voie d'appel.....	133
1. La consécration de l'exigence de critique du jugement.....	134
2. Une exigence traduisant une prise de position sur l'office du juge d'appel.....	137
B. Une exigence privée de sa substance par l'évolution jurisprudentielle.....	141
1. L'affaiblissement des justifications de la solution <i>OPHLM de la ville de Caen</i> .....	141
2. La remise en cause de la solution <i>OPHLM de la ville de Caen</i> .....	143
§ 2. Un éclaircissement souhaitable de la portée de l'exigence de critique du jugement.....	147
A. Un abandon non assumé de l'exigence de critique du jugement.....	147
1. Une jurisprudence ambivalente sur l'exigence de critique du jugement.....	148
2. Une sanction renforcée du défaut de critique du jugement.....	149

B. La nécessaire systématisation de l'exigence de critique du jugement	151
1. Le champ de l'exigence de critique du jugement	151
2. La portée de la sanction du défaut de critique du jugement	153
<b>Conclusion du Titre I</b>	<b>161</b>

## Titre II

### Les implications de la contestation du jugement sur l'office du juge d'appel

<b>Chapitre 1. L'aménagement de la force obligatoire du jugement</b>	<b>165</b>
Section 1. L'effet utile de l'appel indifférent au principe d'un effet suspensif	166
§ 1. La faible importance des principes portant sur l'effet suspensif de l'appel	166
A. La portée limitée du principe d'absence d'effet suspensif de l'appel dans le procès administratif	167
B. L'existence douteuse d'un principe d'effet suspensif de l'appel dans le procès civil	173
1. Une construction doctrinale dogmatique	173
2. Une réalité remise en cause en droit positif	176
§ 2. L'application circonstanciée d'un effet suspensif à l'appel	178
A. L'effet suspensif de l'appel dans le procès administratif	178
B. L'effet suspensif de l'appel dans le procès civil	181
Section 2. L'effet utile de l'appel impliquant un aménagement de la force obligatoire du jugement	183
§ 1. La priorité donnée à la réformation : le sursis à exécution du jugement frappé d'appel	183
A. L'effet utile de l'appel garanti par les conditions d'octroi du sursis	184
1. La construction d'un régime favorable à l'administration défenderesse	185
2. L'aménagement des critères garantissant l'effet utile de l'appel	188
B. La manifestation de l'office du juge d'appel dans la décision rendue sur la demande de sursis	195
§ 2. La recherche de conciliation : l'exécution d'un jugement provisoire	198
A. L'adaptation des caractères de la norme juridictionnelle	199
1. L'adaptation de la force obligatoire du jugement frappé d'appel	200
2. L'adaptation de la force exécutoire du jugement frappé d'appel	206
B. L'aménagement de la portée du pouvoir de réformation	212
1. La neutralisation de l'effet rétroactif à l'égard des intérêts sur la condamnation pécuniaire	213
2. La neutralisation de l'effet rétroactif à l'égard de la liquidation de l'astreinte	216
<b>Chapitre 2. L'atténuation de la fonction d'annulation du jugement</b>	<b>221</b>
Section 1. Un contrôle tributaire d'une conception disciplinaire de l'office du juge d'appel	222
§ 1. Un contrôle ayant pour objet essentiel l'annulation du jugement	224
A. L'annulation du jugement, dénominateur commun des moyens d'irrégularité	224
1. L'irréductibilité des moyens d'annulation à la légalité externe du jugement	226
2. L'indifférence des moyens d'annulation à la gravité du vice sanctionné	229
B. L'annulation du jugement, une fonction en décalage avec l'office du juge d'appel	231

§ 2. Une fonction d'annulation du jugement inégalement justifiée.....	234
A. Les moyens d'annulation justifiés par l'inadéquation ou l'inopportunité du pouvoir de réformation.....	235
1. Un pouvoir inadéquat en cas d'ineffectivité de la première instance.....	235
2. Un pouvoir inopportun en cas d'irrégularité substantielle de la première instance.....	238
B. Les moyens d'annulation fondés sur une conception disciplinaire de l'office du juge d'appel.....	242
1. Les irrégularités affectant le jugement lui-même.....	242
2. Les irrégularités affectant le contenu du jugement.....	245
Section 2. Une sanction de l'irrégularité du jugement aménagée au profit d'un recentrage de l'office du juge d'appel.....	249
§ 1. Les tempéraments à l'examen prioritaire de la régularité du jugement.....	249
A. La régularité du jugement non contestée par les parties.....	251
B. La faculté pour le juge d'appel de s'abstenir de contrôler la régularité du jugement.....	253
§ 2. L'atténuation de la sanction de l'irrégularité du jugement.....	255
A. La restriction du champ de l'irrégularité du jugement.....	255
1. Les moyens d'annulation du jugement abandonnés.....	256
2. Les moyens d'annulation du jugement susceptibles d'évolution.....	259
B. La neutralisation de certaines irrégularités du jugement.....	263
1. La restriction à l'invocabilité de certains moyens d'annulation.....	263
2. La couverture des irrégularités de pure forme.....	265
<b>Conclusion du Titre II.....</b>	<b>271</b>
<b>Conclusion de la Partie I.....</b>	<b>273</b>

## Partie II

### UN OFFICE Tourné VERS LE REJUGEMENT DU LITIGE

#### Titre I

##### La répétition de la première instance devant le juge d'appel

<b>Chapitre 1. La détermination du cadre de l'instance.....</b>	<b>279</b>
Section 1. La signification de l'alternative entre effet dévolutif et évocation.....	280
§ 1. L'expression de la pluralité des fonctions de l'appel.....	281
A. L'effet dévolutif, expression de la fonction de réformation.....	282
B. L'évocation, expression de la fonction d'achèvement.....	285
1. Une fonction portant atteinte au double degré de juridiction.....	286
2. Une fonction justifiée par la bonne administration de la justice.....	289
§ 2. L'ambivalence de l'office du juge d'appel.....	291
A. Les contraintes du régime de l'effet dévolutif.....	291
1. L'impossibilité de s'en remettre à l'appréciation des premiers juges.....	292
2. La délimitation du litige par les conclusions d'appel.....	295
B. La souplesse du régime de l'évocation.....	297
1. La souplesse des conditions de recours à l'évocation.....	298
2. La souplesse du choix du recours à l'évocation.....	304

Section 2 . La mise en œuvre de l'alternative entre effet dévolutif et évocation .....	309
§ 1. Un amoindrissement des divergences procédurales entre l'effet dévolutif et l'évocation .....	309
A. Des divergences superficielles dans la configuration de l'instance .....	310
1. Les positions processuelles des parties à l'instance .....	310
2. La détermination des éléments de l'instance .....	311
B. Des adaptations dans le traitement de la matière litigieuse .....	314
1. La correction des irrecevabilités permise dans le cadre de l'effet dévolutif .....	315
2. L'adaptation de l'effet dévolutif au régime des moyens d'ordre public .....	322
§ 2. Une reconfiguration souhaitable des domaines respectifs de l'effet dévolutif et de l'évocation .....	325
A. L'extension de l'effet dévolutif à la première instance irrégulière .....	326
1. Une solution déjà retenue dans le procès civil .....	326
2. Une solution transposable au procès administratif .....	328
B. Le maintien de l'évocation en cas d'ineffectivité de la première instance .....	332
1. L'évocation consécutive à l'annulation d'un jugement mettant fin à l'instance .....	333
2. L'évocation consécutive à l'annulation d'un jugement rendu avant dire droit .....	335
<b>Chapitre 2. La reconstitution des éléments de l'instance .....</b>	<b>339</b>
Section 1 . La portée relative de la maîtrise par les parties de l'étendue de l'effet dévolutif .....	340
§ 1. Le principe de la maîtrise par les parties de l'étendue de l'effet dévolutif .....	341
A. La délimitation initiale du litige par l'appel principal .....	342
1. La délimitation matérielle du litige en appel .....	344
2. La délimitation personnelle du litige en appel .....	346
B. L'extension du litige par les appels incidents .....	348
1. L'ouverture de l'appel incident en raison de l'appel principal .....	349
2. La subordination de l'appel incident à l'appel principal .....	354
§ 2. Les limites à la maîtrise par les parties de l'étendue de l'effet dévolutif .....	355
A. Les limites apportées à la restriction par les parties de l'étendue du litige .....	356
1. Une extension contestable de l'effet dévolutif en cas d'appel limité à la régularité du jugement .....	356
2. Une extension justifiée de l'effet dévolutif en cas d'indivisibilité du litige .....	358
B. Les limites apportées à l'extension par les parties de l'effet dévolutif .....	362
1. L'exercice de l'appel incident limité par l'exigence d'identité de litige .....	363
2. Une exigence d'identité du litige souffrant d'un manque de systématisation .....	364
Section 2 . Les aménagements du principe de la relativité des voies de recours .....	368
§ 1. La recherche d'effet utile de l'appel par l'admission progressive de l'appel provoqué .....	370
A. L'admission du principe de l'ouverture de l'appel provoqué .....	370
B. Le développement des hypothèses d'ouverture de l'appel provoqué .....	373
1. L'appel provoqué dans le cas d'une pluralité de débiteurs d'une obligation .....	374
2. L'appel provoqué dans le cas d'une pluralité de créanciers d'une obligation .....	376
§ 2. La protection de la relativité des voies de recours par les restrictions à l'exercice de l'appel provoqué .....	378
A. Un équilibre satisfaisant quant à la portée de l'appel provoqué .....	378
1. Une portée non limitée par la mesure de l'admission de l'appel principal .....	379
2. Une portée demeurant limitée par l'exigence d'identité de litige .....	380
B. Un équilibre perfectible quant à l'intérêt à former un appel provoqué .....	381
<b>Conclusion du Titre I .....</b>	<b>387</b>

## Titre II

## Le renouvellement de la solution du litige par le juge d'appel

<b>Chapitre 1. Le renouvellement de la matière litigieuse</b> .....	<b>391</b>
Section 1. L'approfondissement du litige par le développement de moyens nouveaux.....	<b>393</b>
§ 1. Un développement limité par l'impossibilité de modifier le fondement de la demande.....	<b>393</b>
A. Les limites au principe de recevabilité des moyens nouveaux en appel.....	<b>394</b>
1. Le principe de recevabilité des moyens nouveaux en appel.....	<b>395</b>
2. Une recevabilité limitée par le principe d'immutabilité de la cause juridique.....	<b>402</b>
B. Le développement encadré des argumentations des parties.....	<b>408</b>
1. Une cristallisation affectant principalement le demandeur originaire.....	<b>409</b>
2. Une liberté de défense maintenue à l'égard du défendeur originaire.....	<b>411</b>
§ 2. Un développement pouvant être favorisé par des ajustements jurisprudentiels.....	<b>416</b>
A. Une remise en cause envisageable de l'immutabilité de la cause juridique de la demande.....	<b>417</b>
1. La liberté de modifier le fondement juridique de la demande dans le procès civil.....	<b>417</b>
2. L'utilité contestée de l'immutabilité de la cause juridique dans le procès administratif.....	<b>419</b>
B. Une évolution aux conséquences limitées sur l'équilibre du procès administratif.....	<b>424</b>
1. L'adoption d'un principe de concentration des moyens dans le procès civil.....	<b>424</b>
2. Une transposition non indispensable de ce principe dans le procès administratif.....	<b>426</b>
Section 2. L'achèvement du litige par l'assouplissement de l'immutabilité de la demande.....	<b>428</b>
§ 1. L'immutabilité de la demande et le montant des conclusions indemnitaires.....	<b>430</b>
A. Le premier chiffrage des conclusions indemnitaires devant le juge d'appel.....	<b>431</b>
1. Le principe du chiffrage des conclusions indemnitaires dès la première instance.....	<b>431</b>
2. Les assouplissements permettant le premier chiffrage devant le juge d'appel.....	<b>433</b>
B. L'évolution du chiffrage des conclusions indemnitaires devant le juge d'appel.....	<b>435</b>
1. Un développement admis au sein du montant total des prétentions de première instance.....	<b>436</b>
2. Une augmentation encadrée du montant des prétentions devant le juge d'appel.....	<b>438</b>
§ 2. L'immutabilité de la demande et la formulation de conclusions nouvelles.....	<b>443</b>
A. Les limites du principe d'irrecevabilité des conclusions nouvelles.....	<b>444</b>
1. L'irrecevabilité des conclusions affectant substantiellement la demande.....	<b>445</b>
2. La recevabilité des conclusions affectant à la marge la demande.....	<b>447</b>
B. Les dérogations au principe d'irrecevabilité des conclusions nouvelles par l'évolution du litige.....	<b>450</b>
1. L'évolution du litige et la redirection des conclusions.....	<b>451</b>
2. L'évolution du litige et la formulation de conclusions nouvelles.....	<b>457</b>
<b>Chapitre 2. La réformation du jugement</b> .....	<b>463</b>
Section 1. La méthode de remplacement de la solution du litige.....	<b>464</b>
§ 1. La confirmation du jugement de première instance.....	<b>466</b>
A. L'adoption des motifs explicites du jugement de première instance.....	<b>467</b>
B. La révélation des motifs implicites du jugement de première instance.....	<b>470</b>

§ 2. La réfection du jugement de première instance .....	473
A. La remise en cause des motifs et la régularisation du jugement .....	474
1. La substitution de nouveaux motifs au jugement de première instance .....	474
2. La censure des motifs surabondants du jugement de première instance .....	479
B. La remise en cause du dispositif et la réformation du jugement .....	482
1. La réformation du jugement et la correction de l'erreur des premiers juges .....	483
2. La réformation du jugement, conséquence de l'évolution du litige .....	485
Section 2. La portée du remplacement de la solution du litige .....	491
§ 1. Le principe de la rétroactivité de la réformation du jugement de première instance .....	492
§ 2. La mise en œuvre de la rétroactivité de la réformation du jugement de première instance .....	494
A. La rétroactivité de l'arrêt d'appel et l'autorité de chose jugée du jugement de première instance .....	494
B. La rétroactivité de l'arrêt d'appel et l'exécution du jugement de première instance .....	496
<b>Conclusion du Titre II .....</b>	<b>501</b>
<b>Conclusion de la Partie II .....</b>	<b>503</b>
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>505</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>513</b>
<b>Index jurisprudentiel .....</b>	<b>545</b>
<b>Index thématique .....</b>	<b>555</b>